

L'histoire part à la conquête du grand public

Les succès des comptes de vulgarisation sur les réseaux sociaux a inspiré l'université. Depuis la rentrée 2022, il existe en France trois masters d'histoire publique

Comprendre en cent quatre-vingts secondes une thèse sur l'appropriation politique de la figure de la déesse Athéna au XIX^e siècle. Revenir dans un vidéo de douze minutes. Retracer l'histoire de la retraite en France grâce à une série de tweets. Depuis quelques années, ce type de contenus qui vulgarisent l'histoire sur les réseaux sociaux, deux nouveaux masters d'histoire publique ont ouvert en septembre 2022, à l'Institut national universitaire Cham-

pollion, à Albi, et à Nantes Université. « Nous nous sommes aperçus que les étudiants en histoire allaient moins naturellement vers la bibliothèque pour se renseigner sur un sujet, mais plutôt sur leur application de podcast ou sur YouTube. On ne pouvait pas passer à côté de cette tendance », admet Sandrine Victor, maîtresse de conférences en histoire médiévale à l'Institut d'Albi et coresponsable du tout nouveau master d'histoire publique.

Car le phénomène est devenu incontournable. Sur YouTube, la chaîne de vulgarisation historique de Benjamin Brillaud, « Nota bene », a dépassé les deux millions d'abonnés à l'été 2022. Lui n'a pas fait d'études d'histoire, mais il est assisté par des historiens pour écrire ses vidéos. La plus populaire, sur le sexe au Moyen Âge, atteint 8,5 millions de vues. Pour ne citer qu'elles, la chaîne de Charlie Danger, « Les Revenus du monde », approche le million d'abonnés (940 000), et celle de Manon Champier, « C'est une autre histoire », dépasse les 650 000, avec plusieurs vidéos à un ou deux millions de vues. De nombreux étudiants ont d'ailleurs entendu parler pour la première fois d'histoire publique... en regardant une vidéo de la chaîne « Nota bene ».

ÉCHAPPER À LA RECHERCHE

C'est le cas de Guilhem, étudiant en deuxième année dans le master de l'UPEC. En plus de la chaîne de Benjamin Brillaud, il suit tout l'écosystème de comptes de vulgarisation historique sur YouTube et sur Twitter. Lui-même s'est essayé à la vidéo et à la radio au lycée puis dans une radio associative. « J'ai compris que l'histoire publique serait un moyen de mêler ma passion pour l'histoire à celle de l'audiovisuel », explique le jeune homme de 22 ans.

Pour Guilhem, comme pour beaucoup d'autres étudiants, c'est aussi un moyen d'échapper au parcours classique qui mène les apprentis historiens vers la recherche ou vers l'enseignement, où il est « compliqué de trouver un travail en plus d'être précaire », affirme le jeune homme. « Depuis une quinzaine d'années, on a du

mal à offrir des débouchés à nos étudiants en histoire », confirme Yann Lignereux, professeur d'histoire moderne et responsable du parcours histoire publique à Nantes. « Et jusqu'en septembre dernier, beaucoup de profils dynamiques et précieux nous échappaient pour suivre le master d'histoire publique de Créteil. Il fallait rectifier ça ! », plaisante-t-il.

Selon l'UPEC, 50 % des étudiants qui sortent du master d'histoire publique trouvent un emploi dans la première année, en moyenne. Ils rejoignent des médias, des centres d'archives, des collectivités locales ou des événements culturels et historiques. Les musées et les institutions culturelles sont aussi demandeurs de professionnels de la culture qui savent utiliser les nouveaux formats, pour renouveler leur offre et s'adresser à différents publics. « Le Covid-19 a probablement accéléré le mouvement : beaucoup de structures ont cherché à se diversifier, mais ne savaient pas comment associer les connaissances scientifiques aux formats numériques », constate Diane, 21 ans, qui rejoint le master d'Albi après une licence en histoire et patrimoine à l'université de Nîmes.

C'est précisément ce que les étudiants apprennent en master d'histoire publique. À Créteil, après une première année axée sur les méthodes de recherche en histoire, les élèves se frottent en master 2 à l'écriture journalistique écrite, vidéo, radio et podcast. Ils apprennent les règles du droit à l'image, comment impliquer le public, à créer des contenus pour les réseaux sociaux, à sélectionner et à contextualiser des objets pour une exposition... Le tout sous forme d'ateliers animés par

En témoigne le projet proposé l'an dernier aux étudiants en M1 à Créteil. Dans le cadre de l'élection présidentielle, ils ont organisé une exposition autour des objets de la démocratie dans la médiathèque de la ville. L'objectif était d'inviter les étudiants à s'interroger sur les résonances du passé dans l'actualité. « Nous avons besoin de professionnels qui envisagent l'histoire dans sa dimension politique et sociologique, qui prennent en compte les enjeux de mémoire », explique David Madec, conservateur des monuments de la ville de Toulouse, ancien administrateur du Pantéon et intervenant dans le master d'Albi.

Massacres de masse, décolonisation, sexisme... Des enjeux brûlants par lesquels ces étudiants se sentent concernés et sur lesquels leur regard de futurs historiens pourra nous éclairer. Encore faut-il que leur parole soit audible. Car l'histoire et les symboles historiques sont convoqués partout et par tout le monde, de la série *Game of Thrones* au Puy du Fou, en passant par les débats présidentiels et les costumes à influence égyptienne de Beyoncé. Avec plus ou moins de fantasmes et de récupérations politiques.

« L'objectif de notre master est justement de former des historiens à cet espace public et médiatique pour qu'ils l'occupent davantage, revendique Marie-Karine Schaub, maîtresse de conférences en histoire moderne et coresponsable du master de Créteil. Face aux récupérations politiques, on a besoin d'entendre de vrais historiens qui sont capables d'y répondre et portent un regard scientifique. » En histoire aussi, il faut déjouer les « fake news ». ■

ADÉLAÏDE TENAGLIA

« FACE AUX RÉCUPÉRATIONS POLITIQUES, ON A BESOIN D'ENTENDRE DE VRAIS HISTORIENS »

MARIE-KARINE SCHAUB
coresponsable
du master de Créteil

des professionnels de la culture et des médias et, bien sûr, des youtubeurs à succès comme Benjamin Brillaud ou Clothilde Chamussy, de la chaîne « Passé sauvage ».

Cette vision plus inclusive de l'histoire, tournée vers différents publics, n'a, dans un premier temps, pas fait que des heureux. « Certains universitaires craignent de voir les historiens transformés en communicants, relate Sébastien Malaprade, maître de conférences en histoire et coresponsable du master en histoire publique de Créteil. Ce sont des personnes qui ont une conception à l'ancienne de l'historien : celui qui doit être aux archives, dans sa tour d'ivoire et dont la production doit suivre des méthodes très strictes. »

ENJEUX DE MÉMOIRE

Une crainte que comprend Thomas Cauvin, professeur en histoire publique à l'université du Luxembourg, l'un des pionniers francophones de la discipline. « Au départ, l'histoire publique était perçue comme une discipline américaine proposant une vision communautaire et consumériste de l'histoire, admet-il. Mais l'essentiel est ailleurs : il s'agit d'interroger le rôle de l'historien dans la société. »